

Philippe Madelin

DANS LE SECRET DES SERVICES

La France malade de ses espions ?



Extrait de la publication

Dans le secret des services

DU MÊME AUTEUR

- Dossier I... comme Immobilier*, Alain Moreau, 1974
Dossier J... comme Justice, Alain Moreau, 1977
Malades et médecins, Le Seuil, 1980
La Galaxie terroriste, Plon, 1986
La Guerre des polices, Albin Michel, 1989
L'Or des dictatures, Fayard, 1993
La France mafieuse, Le Rocher, 1994
La Filière cocaïne en France, Le Rocher, 1996
Le Clan des chiraquiens, Le Seuil, 1997
23 heures pour sauver Paris, avec Yves Ramonet,
L'Archipel, 1998
À midi Versailles flambera, avec Yves Ramonet,
L'Archipel, 2000
Les Gaullistes et l'argent, L'Archipel, 2001
Jacques Chirac : une biographie, Flammarion, 2002
*Rivalités, pertinence de la rivalité entre les services
de renseignement français*, thèse de doctorat, sciences de gestion,
université d'Évry (23 juin 2005)

Philippe Madelin

Dans le secret des services

La France malade de ses espions ?



© *Éditions Denoël, 2007*

Extrait de la publication

*Cet ouvrage est dédié
à mon fils Lucio Mad,
poète, romancier, metteur en scène,
amateur de hip-hop et de football,
Africain blanc,
adversaire radical de l'ordre.
Il avait quarante-trois ans depuis quelques jours.
Il est mort en paix
au soir crépusculaire du 31 août 2005.*

Avant-propos

Le désert du renseignement à la française

Quand le 11 septembre 2001 deux avions de ligne de United Airlines et de American Airlines percutent les tours A et B du World Trade Center à New York tandis qu'un troisième défonce le Pentagone, commence pour les États-Unis une nouvelle guerre. Bilan : 2 720 morts, des échos planétaires à n'en plus finir. Coût de ces attentats selon la commission d'enquête *ad hoc* : 500 000 \$.

Cet événement est fondateur d'une nouvelle ère de conflits, un formidable traumatisme pour les services de renseignement du monde entier qui n'ont rien vu venir. Et pourtant... Se souvient-on qu'une action de même nature avait été planifiée par des terroristes du Maghreb, avec pour cible la tour Eiffel ? Cette opération avait été programmée dans la foulée du détournement sur Marseille d'un Airbus d'Air France en décembre 1994. Charles Pasqua, ancien ministre de l'Intérieur, a révélé que le « plan des terroristes était bien de frapper Paris ¹ ». Cet objectif a été compris quand les pirates de l'air ont demandé qu'on fasse le plein de l'avion en kérosène. C'est pourquoi ordre a été donné d'en crever les pneus pour interdire tout décollage.

Cette fois l'opération n'a pas été menée à bien, mais elle a servi de modèle pour les commandos se revendiquant d'Al Qaïda.

Ces actions spectaculaires et tragiques sont symptomatiques des guerres modernes, dites « asymétriques », une évolution

1. *Le Parisien*, 12 septembre 2001, et *Libération*, 13 septembre 2001.

totallement sous-estimée par les Services. Dans le monde entier, les Services s'arment de satellites et de moyens d'écoute d'une puissance stupéfiante, ils sont capables de capter la moindre conversation téléphonique, mais ces technologies ultra-sophistiquées sont défailiantes. La guerre des étoiles débouche sur du vide. De part et d'autre de l'Atlantique, les analystes multiplient les rapports, les dissections savantes. En France, émergent chaque année au moins vingt-cinq informations sur des projets d'actions islamistes d'envergure. Mais sans nom, sans mode opératoire ni lieu géographique, les rapports ne servent à rien. Seul compte réellement le renseignement humain, *humint* dans le jargon du renseignement.

« Nos » espions sont partout

Pourtant, « nos » officiers de renseignement sont partout : ces quelques milliers d'hommes et de femmes volent de Manaus au Brésil à Guantánamo à Cuba, en passant par Gaza, l'Afghanistan et Abidjan, en Côte d'Ivoire ; ils courent des confins de Lyon à la conurbation parisienne à la poursuite des taliban français et des Moudjahidine du peuple iraniens ; ils sont à l'affût du moindre incident dans les banlieues... « Nos » services de renseignement semblent sur tous les fronts en même temps.

Pour autant sont-ils bien adaptés au monde d'aujourd'hui ? Leurs méthodes sont-elles compatibles avec les enjeux des relations internationales mondialisées ? Ces fonctionnaires sont-ils armés contre les nouvelles menaces, tout en s'imposant l'application des principes fondamentaux de la démocratie ? En gros, et en détail, les Services français sont-ils toujours à la hauteur des enjeux qui dominent les relations internationales ? Leur organisation est-elle compatible avec les missions qui leur sont assignées ? Les zizanies qui les opposent trop souvent ne compromettent-elles pas leurs missions ? Ne masquent-elles pas de plus graves lacunes ?

Ces interrogations et ces critiques restent immuables depuis qu'en France est apparue la nécessité d'institutions spécifiquement consacrées à la recherche du renseignement, qu'il soit militaire ou civil, en dehors des informations à caractère

diplomatique. Les lacunes ont surgi de façon fracassante dès le début de cette histoire des services secrets, elles sont à la source du drame emblématique qui a déterminé les caractères fondateurs des Services français.

Au terme d'une longue histoire tumultueuse marquée par les rivalités internes, les divisions, ces questions méritent de vraies réponses, pas seulement des discours d'autosatisfaction, ou des critiques acerbes du voisin.

1.

Les services spéciaux émergent du chaos

Depuis toujours l'armée française a entretenu une profonde répugnance pour le renseignement, tenu pour un art mineur dans la science stratégique. Les généraux français considéraient que l'offensive et la *furia francese* valaient mieux qu'un bon service d'information tactique et stratégique. Ils croyaient aux charges de cavalerie, pas à la valeur de l'information préalable. De nombreux officiers peinaient à se mouvoir dans ce monde flou en mouvement perpétuel, à l'opposé de leur culture fondamentale qui repose sur des structures très stables, claires, rigides. Pour échapper au chaos, ils avaient tendance à fuir en avant en occupant tout le terrain, y compris tendanciellement le terrain politique. La culture stratégique privilégiait les aspects opérationnels au détriment du renseignement considéré volontiers comme une corvée. Hormis quelques exceptions, la pensée militaire française n'a jamais accordé une place de premier plan au renseignement. Malgré son évidente utilité, l'espionnage est peu ou point pratiqué depuis longtemps déjà. On n'en a pas le goût et il n'est organisé ni comme règlement, ni comme fait.

À la fin du XIX^e siècle l'armée française est engagée dans un bras de fer impitoyable avec les services de la police civile qui montent en puissance depuis la défaite de 1870, en grande partie due à l'aveuglement des grands chefs militaires. Il faut attendre le désastre de la guerre de 1870 pour que soit institué au sein de l'état-major, le 8 juin 1871, un « bureau de reconnaissance et de statistique militaire », chargé à la fois de l'espionnage

— recherche offensive du renseignement — et du contre-espionnage — prévention des ingérences. Le renseignement militaire ne brille guère par sa qualité, victime de la lutte déjà sans merci entre le ministère de la Défense et le ministère de l'Intérieur.

Arrêtés en 1886 et en 1887, quelques textes donnent une existence légale aux SR, sans pour autant en renforcer les moyens.

L'organe reste pour le moins modeste : la légende a repeint de rose la réalité du 2^e bureau de l'état-major. En 1894, la Section de statistique aligne en tout et pour tout cinq officiers et quatre auxiliaires, ce qui n'est pas vraiment considérable. À la même époque, l'Allemagne met en œuvre des services forts de plusieurs centaines d'agents. À dire vrai, le renseignement n'a alors pratiquement pas d'existence en France : le budget est de 7 000 francs (or) en 1870, 186 000 francs en 1878.

Cette situation découle d'un total désintérêt des gouvernements successifs qui n'ont jamais élaboré de politique du renseignement suivie, l'information restant strictement liée au champ de bataille. Chaque faux pas vaut une dissolution du service. Le général Navarre trace un tableau noir de cette situation à la fin du XIX^e siècle : des organes d'information ont bien été mis sur pied à différentes époques, mais comme outil d'un moment, d'un événement, d'une opération, pour disparaître ensuite avec leur utilisateur ou les circonstances qui les ont rendus nécessaires.

Les officiers affectés aux services secrets sont en majorité de qualité médiocre car le poste n'est pas recherché. Leur fonction principale est de collecter des données sur l'armée prussienne, grâce aux attachés militaires dans les ambassades, et à un très modeste réseau d'informateurs, alimenté par un budget plus que misérable.

Alors que l'information secrète à caractère diplomatique remonte à la nuit des temps — c'était entre autres la raison d'être des ambassades permanentes —, l'espionnage et le contre-espionnage ne sont entrés que très tardivement dans les conceptions françaises. Cette révolution a été esquissée par Napoléon I^{er} et son bras armé et secret : Joseph Fouché (1759-1820), qui occupa le poste de ministre de la Police pendant dix ans.

Considéré comme l'« inventeur » du flicage politique, le duc d'Otrante est le créateur de la Sécurité d'État, un formidable réseau de police secrète politique, architecturé autour des commissaires spéciaux, ancêtres des RG. Dès 1805, l'Empereur reçoit un bulletin quotidien d'information établi par les agents secrets de Fouché. Un « BQ » dont le principe subsiste aujourd'hui.

Puis le décret du 25 mars 1811 crée les commissaires spéciaux, avec mission de surveiller particulièrement l'ordre public, les associations politiques et religieuses. L'Empereur était obsédé par les questions d'ordre public... et par les tentatives pour restaurer l'ordre ancien.

« Surveillez tout le monde sauf moi ! » aurait-il recommandé à Fouché, qui lui présentait ses nouveaux « commissaires spéciaux ».

De retour sur scène après la chute du premier Empire, les rois abandonnent le renseignement. Le Service est supprimé sous la Restauration, puis recréé sur une petite échelle en 1846. En 1855, cette structure de surveillance est réactivée à la suite des premiers attentats terroristes commis sous Napoléon III, à l'initiative des Carbonari : le 14 janvier 1858, à 20 h 35 à Paris, trois bombes éclatent au passage du cortège de Napoléon III, en route vers l'Opéra ; on déplore huit morts et cent cinquante-six blessés... L'attentat a été préparé par deux carbonari italiens : Felice Orsini et Pietri, qui seront décapités le 13 mars suivant.

Dans ce temps-là, déjà, les terroristes rendaient de fiers services à l'ordre policier.

Pour lutter contre ce terrorisme d'inspiration italienne, mais aussi pour contrecarrer les coups fomentés par des groupes aux marges de la criminalité et de l'anarchisme, une criminalité organisée au sens moderne du terme, itinérante grâce aux chemins de fer qui irriguent désormais tout le territoire, est créée une police des chemins de fer chargée de « veiller aux mesures de sécurité générale ». Véritable service de renseignement, cette police a pour mission de collecter de l'information pour suivre à la trace la criminalité organisée. Le maillage est très serré puisque dans chaque gare officie un « commissaire spécial ». En tout, opéreront jusqu'à trente commissaires et soixante-dix inspecteurs.

C'était au sens littéral une police administrative de prévention politique. Vers 1890, la République paraissant plus sûre sur ses assises, on débat au Parlement de l'avenir, on envisage la dissolution de cette police des chemins de fer. Le retour du terrorisme avec l'attentat commis à l'Assemblée nationale le 9 décembre 1893 par l'anarchiste Auguste Vaillant met un terme à ces velléités. Au contraire, la mission de la police des chemins de fer est élargie et elle est dotée des prérogatives de police judiciaire.

Les mauvaises habitudes héritées des deux empereurs Napoléon ne se perdent pas : sous la III^e République, la France entreprend de développer une véritable police politique. Elle est confiée en province aux hommes de la Sûreté, sous l'égide du ministère de l'Intérieur. À Paris, la préfecture de police met sur pied trois brigades de recherche, comptant chacune une centaine d'hommes. L'une d'entre elles a pour mission de surveiller les mouvements ouvriers et l'extrême gauche. Dotés de gros moyens financiers ces hommes dénommés par l'administration « agents secrets » manipulent des dizaines d'informateurs. Leur salaire de 300 francs par mois est supérieur à celui d'un ouvrier. Certains rallongent la sauce, tel un dénommé Boudin, en travaillant à la fois pour le ministère et pour la préfecture¹.

Sur le plan du renseignement intérieur, les civils ont alors cent coudées d'avance sur les militaires.

L'armée finit par prendre conscience de son retard. L'état-major entend démontrer que ses hommes sont plus efficaces qu'on ne le prétend alors. Pour ce faire, elle met sur les rails une des plus formidables machinations due au renseignement français. Un groupe d'officiers croit se faire valoir en débusquant un « espion » dans l'armée, un espion juif, le capitaine Alfred Dreyfus. Les honorables gradés perdent leur temps à échafauder de toutes pièces, et mal, cette machination qui n'est pas sortie toute modelée de la brume. Ils démontrent au contraire leur incompetence. Pour ne citer qu'un « détail », le principal accusateur, le commandant du Paty de Clam, ne connaît rien ni au renseignement, ni à la procédure judiciaire.

1. Laurent Chabrun, « Jaurès et les indics », *L'Express*, 18 avril 2005.

Les résultats sont catastrophiques pour l'armée. Les généraux s'empêtrèrent dans une série de mensonges. L'affaire Dreyfus est un modèle très convaincant de dysfonctionnement, typique du renseignement comme certains militaires le conçoivent alors.

L'Affaire provoque un traumatisme formidable, dont on ne mesure plus aujourd'hui l'ampleur. Le scandale déchire l'opinion publique divisée en deux camps qui s'invectivent à n'en plus finir. Les conséquences sont encore plus graves au sein de l'administration : elles conduiront le gouvernement à retirer à l'armée la plupart de ses prérogatives en matière de renseignement offensif, ce qu'on a coutume d'appeler l'espionnage.

L'armée soumise à la question

Pour rechercher la vérité, en 1899, le gouvernement dessaisit les militaires et confie l'enquête à un service civil, créé de toutes pièces à cette occasion, le Contrôle général des services de la surveillance du territoire. Ce titre ronflant ne recouvre pratiquement rien, puisque le contrôleur ne dispose d'aucun moyen propre. La fonction de contre-espionnage auparavant assurée par les militaires passe entre les mains des commissaires spéciaux aux frontières, alors au nombre de cent vingt. Non spécialisés, ils ne travaillent qu'à quart-temps sur le renseignement. En décembre 1893 la mission des « commissaires aux frontières » est élargie à la collecte du renseignement politique.

Le contrôleur est d'abord chargé de « surveiller » les menées des militaires allemands en France. La fondation de ce nouveau service est interprétée par l'armée comme une agression caractérisée, dont le souvenir restera immuablement présent dans les mémoires. Ce fait est cité systématiquement comme l'événement fondateur de la « guerre des Services ».

En germe jusqu'à l'Affaire, la pluralité régissant le système français du renseignement a été institutionnalisée, le principe d'une concurrence établi comme dogme.

Cependant, depuis l'affront subi lors de l'affaire Dreyfus, pour venger la flétrissure (et leur exclusion du monde du renseignement), du 2^e bureau à la DGSE en passant par tous les stades intermédiaires, les militaires n'ont jamais renoncé à leur guerre

de reconquête. Cette guerre n'est pas anecdotique, mais substantielle aux services de renseignement militaire.

En 1907 et 1908, les deux ennemis peuvent se targuer de deux victoires contradictoires : le 2 février 1907, le SR militaire obtient la dissolution de la ST, mais les commissaires spéciaux sont maintenus. En 1908 c'est au tour de la Section de statistique d'être formellement supprimée ; le contre-espionnage passe alors entre les mains des commissaires spéciaux, puis des brigades mobiles de la police judiciaire.

La direction du contre-espionnage est alors à double commande : le colonel Charles-Édouard Dupont pour les militaires, et pour la police le commissaire Célestin Hennion, rendu célèbre par ses « brigades du Tigre ». Les policiers ne pouvaient être absents de cette affaire qui concerne au premier chef l'ordre public.

La Grande Guerre et le 2^e bureau militaire

Lors de la Première Guerre mondiale, l'armée reconquiert sa place, l'état-major reconstitue son service de recherche — la Section de centralisation du renseignement. Toutefois le renseignement est strictement focalisé sur l'action militaire tactique, tandis que les civils bénéficient d'un renfort en passant sous la houlette d'un commissariat à la Sûreté nationale. Non sans mal : la remise sur pied du renseignement militaire et la mise sous tutelle des civils provoquent de vives polémiques entre Alexandre Millerand, le ministre de la Guerre, très « va-t-en-guerre », et le ministre de l'Intérieur Louis Malvy, de tendance plutôt pacifiste. Millerand entend imposer un contrôle total de l'armée, Malvy résiste...

Sur le terrain l'appareil fonctionne correctement, compte tenu des moyens encore modestes attribués aux militaires. Avec une réserve cependant : ayant accaparé la mission de renseignement, l'armée ne voit pas plus loin que le renseignement militaire, le concept de contre-espionnage est absent.

Si la Première Guerre mondiale met en sourdine l'expansion des services civils, le Service central des archives de l'armée a découvert récemment en exploitant son fonds que dès cette

époque, une importante section économique dédiée à la recherche en Allemagne fonctionne alors au sein de ce 2^e bureau. Cette section n'est pas à proprement parler un ancêtre de l'Intelligence économique, laquelle était déjà bien développée dès le début du siècle dans les milieux industriels du textile.

Les bonnes performances des « espions militaires » — notamment en matière d'observation aérienne — permettent au SR de l'état-major de maintenir sa présence.

Chargé de la « recherche » et du contre-espionnage, le « 2 bis » — dénomination familière du 2 bis, avenue de Tourville — ne comporte alors que cent vingt hommes répartis entre le siège et six postes frontaliers. Entre 1921 et 1928 la section de contre-espionnage comporte en tout et pour tout... trois officiers.

Entre les deux guerres mondiales, de longues années passent avant que les civils ne retrouvent une place au soleil. Totalement contrôlés par le 2^e bureau de l'état-major, l'espionnage et le contre-espionnage restent l'apanage de l'armée. C'est plus particulièrement la mission depuis le début des années 20 du Service de centralisation du renseignement, le SCR.

L'Allemagne reste le danger fondamental, sans pour autant que les moyens soient renforcés.

Les structures plus ou moins rivales foisonnent, mais la France ne dispose plus d'aucun service civil de renseignement généraliste. Réduite à presque rien, un commissaire et dix inspecteurs, la DST est tombée en déshérence.

D'une guerre à l'autre : face aux Soviétiques

La Sûreté — la police judiciaire — et les Renseignements généraux n'ont aucune faculté d'initiative, ils ne peuvent agir que sur instruction du parquet. Cette situation perdurera jusqu'à la fin des années 1930, bloquant toute ouverture vers de véritables recherches en matière d'information.

Un formidable événement bouleverse le cours de l'Histoire : à partir de 1917, comme toute l'Europe occidentale, la France voit surgir une nouvelle menace avec la révolution bolchevique, qui de façon paradoxale remet en piste le contre-espionnage civil.

La France est prise à contre-pied. Alors en poste à Moscou, l'attaché militaire Pierre Laurent voit sa mission totalement changée : il assurait l'interface entre la France et l'empire tsariste, pour soutenir la coopération militaire, il est maintenant chargé d'informer. En clair d'espionner. Comme cette tâche ne lui est pas coutumière, on lui envoie en renfort un policier, le commissaire Charles Faux-Pas Bidet, en principe rattaché à la préfecture de police.

Affecté à la Sûreté militaire pendant les hostilités, Faux-Pas Bidet était chargé de surveiller la colonie russe. Il a par conséquent déjà affronté les révolutionnaires russes. Il a même arrêté et obtenu l'expulsion d'un certain Bronstein, connu plus tard sous le nom de Léon Trotski, commissaire politique à la Guerre, et, à ce titre, fondateur de l'Armée rouge.

Malgré sa couverture diplomatique, dès 1918, le commissaire est intercepté par la Tcheka, la police politique que vient de fonder le Polonais Dzerjinski. Faux-Pas Bidet est confronté à Trotski, qui s'amuse de ce retournement de situation. La mission du Français est qualifiée de « pas très amicale ». Le commissaire ne discute pas, il laisse tomber, fataliste : « C'est la marche des événements. »

Il est relâché. Bien que traité d'agent soviétique par Léon Daudet¹, dès son retour à Paris le policier s'en va proclamant que le prochain ennemi de la France sera l'Union soviétique naissante. Naturellement, malgré des travaux de repérage menés par les policiers de la Sûreté qui corroborent le propos de Faux-Pas Bidet, on ne l'écoute pas vraiment.

C'est une erreur, cette relative indifférence ne permet pas d'apprécier à sa juste mesure la profondeur de l'ingérence réussie par plusieurs agents soviétiques, précurseurs de l'Orchestre rouge qui s'illustrera quinze ans plus tard.

Dans ces années 20 et 30, ignorant naturellement l'avenir qui les attend, ni les agents secrets ni les gouvernements ne peuvent comprendre que s'engage une interminable guerre. Elle durera près de sept décennies, ponctuées de courtes accalmies, et même de rapprochements apparents. Bientôt flanquée d'alliés puissants

1. Fils du conteur Alphonse Daudet, Léon était un redoutable polémiste, situé à la droite extrême.

comme la Chine communiste, puis de la pléiade des États satellites placés sous le régime communiste en Europe de l'Est et en Asie, l'Union soviétique va déployer tous les moyens possibles pour déstabiliser et renverser les démocraties occidentales, lesquelles perdront toutes les guerres coloniales d'indépendance. Les opérations armées classiques ne seront au premier plan que pendant trois ans, lors des effroyables batailles avec les puissances de l'Axe. Le plus souvent, les affrontements seront souterrains, secrets. Enveloppés dans les oripeaux de l'idéologie, les hommes de l'ombre seront les premiers combattants de cette guerre entre l'Est et l'Ouest.

Loin de percevoir la nature réelle de la menace soviétique, au nom de la lutte contre l'Allemagne, les militaires français engagent une certaine forme de coopération avec les rouges. L'officier de renseignement Jacques Crozier — sous son nom de guerre de Pierre Desgranges — réussit à devenir membre du premier Comité révolutionnaire allemand en 1918 aux côtés de Karl Liebknecht et de Rosa Luxemburg. À partir de 1936, selon Pierre Nord¹, les principaux responsables du SCR-SR, parmi lesquels Georges Groussard, Loustaunau-Lacau, Louis Rivet et Guy Schlessier, militent de façon paradoxale et cependant ouverte pour un rapprochement franco-soviétique afin de contrer les efforts du Reich².

Or les professionnels sont désormais confrontés à une « nouvelle race » d'espions, les militants communistes français qui œuvrent pour la Révolution. On les appelle les *rabcors*, tous correspondants bénévoles de *L'Humanité*, dirigée d'une main de fer par Marcel Cachin, le petit Breton bretonnant, professeur de philosophie. Ils se comptent par milliers — de trois mille à quatre mille cinq cents selon les estimations. Ignorant tout des règles en vigueur dans le « métier des seigneurs », ils ne les respectent pas.

1. Pierre Nord était le nom de plume du capitaine... Brouillard, officier au 2^e bureau militaire, très proche lui-même des membres les plus actifs de la Cagoule.

2. Voir le roman à clés de Pierre Nord, *Et Staline décapita l'Armée rouge*, Librairie des Champs-Élysées, 1975.

*Composé et achevé d'imprimer
par la Société Nouvelle Firmin-Didot
à Mesnil-sur-l' Estrée, le 2 mars 2007.
Dépôt légal : mars 2007.
Numéro d'imprimeur : 83409.*

ISBN 978-2-20725926-9/Imprimé en France.

146510

La France est-elle malade de ses espions ? Ses services de renseignement ont-ils d'autre utilité que d'alimenter les scandales politiques ? Familier de longue date du monde de l'espionnage, s'appuyant sur des sources et des témoignages exclusifs, Philippe Madelin en explore les rouages les plus confidentiels.

Remontant aux années cinquante et aux guerres coloniales, il identifie deux maladies du secret à la française : la guerre des services et la tradition des officines, où barbouzes et politiques jouent leurs coups tordus. Manipulations en Côte d'Ivoire ; libérations d'otages au Daghestan, au Liban ou en Irak ; sauvetage raté d'Ingrid Betancourt ; impostures de l'affaire Clearstream ; jeu de dupes dans l'affaire Henu ; aveuglements du contre-terrorisme et de la surveillance des banlieues... cette enquête passe au crible une actualité brûlante. Depuis les taupes de la guerre froide jusqu'aux « électrons libres » et aux « privés » mercenaires d'aujourd'hui, Philippe Madelin retrace l'aventure des hommes de l'ombre.

Comme journaliste, Philippe Madelin a assuré de 1985 à 1995 la rubrique sécurité-police à TF1, spécialisé notamment dans les affaires de contre-terrorisme et d'espionnage. Il a longuement fréquenté les acteurs de ces mondes parallèles. Il a publié de nombreuses enquêtes, dont *Les Gaullistes et l'argent* (2001) et *Jacques Chirac, une biographie* (2002).

En couverture :
© Alan Schein/zefa/Corbis

DENOËL
www.denoel.fr

B 25926.6  03.07
ISBN 978-2-207-25926-9
22 €

